



© DG Trésor

LETTRE ECONOMIQUE D'ALGERIE

N°96 – Octobre 2020 (08/11/2020)

La Lettre économique d'Algérie est une publication mensuelle du Service économique régional d'Alger regroupant l'essentiel de l'actualité économique, sectorielle et juridique du mois écoulé.

Bonne lecture !

AU SOMMAIRE DU NUMERO D'OCTOBRE 2020 (liens hypertextes)

- ❖ Le gouvernement présente le projet de loi de finances 2021 (PLF 2021)
- ❖ Le FMI et la Banque mondiale dégradent leurs prévisions de croissance économique pour l'Algérie
- ❖ Le ministère de l'Energie publie le « Bilan énergétique national » au titre de l'année 2019
- ❖ Tenue à Alger de la première Conférence nationale des start-up « Algeria Disrupt 2020 »
- ❖ La production industrielle publique algérienne a reculé de 10% au premier semestre 2020
- ❖ Le *think tank* CARE publie un document consacré au dinar et à sa surévaluation
- ❖ Indicateurs socio-économiques

Les précédents numéros de la Lettre économique d'Algérie sont disponibles sur le [site de la DG Trésor](#)

ECONOMIE

Le gouvernement présente le projet de loi de finances 2021 (PLF 2021)

Après sa présentation en Conseil des ministres début octobre, le projet de loi de finances 2021 a été soumis aux parlementaires pour examen le 19 octobre.

Prévisions budgétaires, M DZD

	PLF 2021	LFC 2020	Δ 20-21
Recettes	5 328	5 396	-1%
Fiscalité pétrolière	1 919	1 395	38%
Fiscalité ordinaire	3 409	4 001	-15%
Dépenses	8 113	7 373	10%
Fonctionnement	5 315	4 752	12%
Equipement	2 799	2 620	7%
Solde budgétaire	-2 785	-1 977	41%

Sources : LFC 2020, PLF 2021

Par rapport à la loi de finances complémentaire 2020, le PLF 2021 prévoit une hausse des dépenses budgétaires de 10%, les dépenses de fonctionnement (dont notamment les salaires des fonctionnaires) progresseraient de 12% alors que les dépenses d'équipement (investissement public, retraites, protection sociale, etc.) augmenteraient de 7%. Parallèlement, les recettes resteraient globalement stables. La fiscalité pétrolière progresserait fortement (+38% par rapport à la LFC 2020 ; elle se basait sur un prix du baril à 30\$ contre 40\$ pour le PLF 2021), alors que les recettes ordinaires reculeraient de 15%.

Par conséquent, le déficit budgétaire s'établirait à -13,8% du PIB en 2021 (contre -10,4% prévu en 2020), tandis que le solde global du Trésor atteindrait -17,6% du PIB (-15,5% prévu en 2020).

Plusieurs dispositions ont en outre été annoncées, parmi lesquelles :

- Obligation pour les importations « non stratégiques » de recourir au paiement à terme 30 jours (au détriment du paiement à vue). Le *think tank* CARE a dans un communiqué critiqué cette mesure car elle renforcerait le risque de change et discriminerait les entreprises privées ;
- Encadrement rétroactif des activités d'importation et de revente en l'état par la règle du 51/49 ;
- Exonération de taxes et impôts (IBS, TAP, TVA, droits de douanes) pour les *start-up* ;
- Abattement d'impôt sur les revenus inférieurs à 35 000 DZD (270 USD).

Ces estimations reposent sur une prévision de croissance de 4%, une inflation de 4,5% et une parité USD/DZD à 142,2 en 2021. Les réserves de changes atteindraient 47 Mds USD fin 2021, soit 16 mois d'importations de biens et services (contre 62 Mds USD fin 2019).

ECONOMIE

Le FMI et la Banque mondiale dégradent leurs prévisions de croissance économique pour l'Algérie

[Télécharger le rapport semestriel et la note relative au FSSA du FMI](#)

[Télécharger le rapport semestriel de la BM](#)

Prévisions du FMI et de la Banque mondiale

		FMI	BM
Croissance économique	2020	-5,5%	-6,5%
	2021	+3,2%	+3,8%
Inflation	2020	+3,5%	+2,1%
	2021	+3,8%	+3,8%
Def. budgétaire (% PIB)	2020	-11,5%	-15,8%
	2021	-11,4%	-12,9%
Déficit courant (% PIB)	2020	-10,8%	-13,4%
	2021	-16,6%	-15,7%

❖ Croissance économique : Les deux institutions de Washington anticipent un recul de l'activité en 2020, de -5,5% pour le FMI et de -6,5% pour la BM, soit une nette dégradation par rapport aux prévisions d'avril (respectivement -5,2% et -3,0%). Le rebond pour 2021 est estimé à +3,2% par le FMI et à +3,8% par la Banque mondiale.

❖ Inflation : Le FMI et la Banque mondiale divergent quant à leurs prévisions d'inflation pour 2020, estimée à 3,5% par le FMI et à 2,1% par la BM. En revanche, les deux institutions s'accordent sur une inflation à 3,8% en 2021.

❖ Comptes publics et extérieurs : Les prévisions de déficits budgétaire et courant pour 2020 du FMI (-11,5% et -10,5% du PIB) sont nettement plus optimistes que celles de la BM (-15,8% et -13,4% du PIB). Ces déficits devraient rester conséquents en 2021 (supérieurs à 10% du PIB).

D'après les rapports du FMI et de la BM, la croissance algérienne est à court terme impactée par i) les conséquences de la pandémie de Covid-19 (atrophie de la consommation et de l'investissement) et ii) les difficultés du secteur des hydrocarbures (contraction de la production et faiblesse des prix). La Banque mondiale estime toutefois que l'ensemble du modèle économique algérien reposant sur la dépense publique « s'essouffle », avec un secteur privé « sous-développé, peu productif et principalement informel », d'où l'urgence de réformes structurelles qui restaureraient la confiance et favoriseraient l'investissement privé.

En parallèle, les deux institutions signalent que les équilibres budgétaires et extérieurs algériens sont mis sous pression par le recul tendanciel des exportations d'hydrocarbures. Le FMI insiste sur la vulnérabilité de l'Algérie aux chocs exogènes, en raison de « l'omniprésence » de l'Etat et de ses interventions financées par les hydrocarbures, et alerte sur la forte progression de la dette publique algérienne (de 9% en 2015 à 57% du PIB en 2020). La BM craint pour sa part un nouvel ajustement du taux de change qui conduirait à un recours au financement monétaire.

Enfin, les deux institutions notent une dégradation de la qualité des actifs bancaires, et notamment des prêts aux entreprises publiques. Le FMI appelle à renforcer l'indépendance et les pouvoirs des autorités de supervision afin d'éviter une sous-capitalisation de l'ensemble du système bancaire.

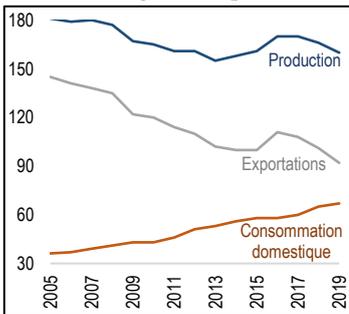
ENERGIE

Le ministère de l'Énergie publie le « Bilan énergétique national » au titre de l'année 2019

Le ministère de l'Énergie a diffusé les principaux chiffres relatifs à l'énergie et aux hydrocarbures en Algérie en 2019. Daté de juillet 2020, le document n'a été rendu public que début octobre.

[Télécharger le rapport](#)

Evolution des flux énergétiques en Algérie, Mtep



Source : Ministère de l'Énergie

❖ Production d'énergie

La production algérienne d'énergie a chuté de 5% en 2019 et atteint 157 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep). La production poursuit son recul – quasi-continu depuis 2005 – et atteint son plus bas niveau depuis 2002. Dans le détail, la production algérienne d'énergie se compose à 54% de gaz naturel (-7% sur un an), de 34% de pétrole brut (stable), de 6% de condensat (-8%) et de 6% de GPL (-2%).

❖ Consommation d'énergie

La consommation algérienne d'énergie a progressé de 3% en 2019 et atteint le niveau record de 67 Mtep. Elle a ainsi doublé depuis 2002 (alors à 33 Mtep), en raison de l'accroissement démographique et de la hausse de la consommation par habitant.

Le mix énergétique (nature de l'énergie consommée) se compose de $\frac{2}{3}$ de gaz naturel et d' $\frac{1}{3}$ de pétrole/condensat.

❖ Exportations d'hydrocarbures

Conséquence de l'effet ciseau qu'est la baisse de la production combinée à la hausse de la consommation domestique, les exportations algériennes d'énergie ont chuté de 9% en 2019 et atteint 92 Mtep, soit leur plus bas niveau depuis 1995.

Si les ventes de pétrole (-1%), condensat (+2%) et GPL (-5%) n'ont que légèrement fluctué en 2019, celles de gaz naturel ont fortement reculé (-17%). En outre, les ventes via gazoduc ont chuté (-31%) au profit de celles de gaz naturel liquéfié (+22%).

TECHNOLOGIE

Tenue à Alger de la première Conférence nationale des start-up « Algeria Disrupt 2020 »

La première édition de la Conférence nationale des start-up « Algeria Disrupt 2020 » s'est tenue le 3 octobre au Centre international des conférences d'Alger. Elle a réuni plus d'un millier de participants, parmi lesquels des dirigeants de start-up et incubateurs, des représentants d'institutions gouvernementales et financières, des opérateurs économiques et des universitaires.

Dans une allocution, le président Abdelmadjid Tebboune a qualifié les start-up de « locomotive » du nouveau modèle économique algérien, mettant en avant les efforts du gouvernement pour favoriser leur développement. Le Premier ministre Abdelaziz Djerad a pour sa part estimé que les start-up constituent un « axe central » de la politique gouvernementale.

La création d'un Fonds national pour le financement des start-up a été annoncée à l'occasion de cette conférence. Selon le président Tebboune, ce fonds se distinguera par sa « flexibilité » et sa « tolérance aux risques », permettant « d'éviter les banques et la lenteur bureaucratique qui en découle ». Doté de plus d'un milliard de dinars (7,8 M \$), ce fonds sera alimenté par des banques publiques mais sera également ouvert aux entreprises privées (y compris étrangères).

Un « compartiment d'excellence » dédié au financement des start-up sera également créé au sein de la bourse d'Alger.

Ces dernières années, les initiatives visant à faire émerger un écosystème favorable aux start-up se sont multipliées en Algérie : adoption d'une loi visant à la création de fonds de garantie des crédits et de fonds d'amorçage pour les PME en 2017, hausse de la dotation du fonds FAUDTIC promouvant les usages et le développement des TIC en 2015 et 2018, émergence de sociétés de capital-risque (filiales de banques publiques), création d'espaces de travail partagés, développement d'incubateurs, etc. Un ministre délégué chargé des start-up a en outre été nommé en janvier 2020 suite à l'élection d'Abdelmadjid Tebboune.

Le projet de loi de finances 2021 prévoit, enfin, pour les start-up une exonération d'impôt sur les bénéfices et de taxe sur l'activité professionnelle pour une durée de quatre ans (avec une année supplémentaire), ainsi qu'une exonération de TVA et un droit de douane de 5% pour les équipements acquis.

4 Millions \$

En 2019, la start-up de VTC TemTem a levé 4 millions \$ auprès d'investisseurs privés. C'est la seule levée supérieure à 200 000 USD d'une start-up algérienne en 2019.

(source : Partech)

INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES

TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLES

Population (1 ^{er} janvier 2020, ONS)	44 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2019, FMI)	3 898 USD
PIB/habitant en USD PPA 17 (2019, FMI)	11 253 USD
Indice de développement humain (2018, PNUD)	0,759 (82 ^{ème} /189)
<i>Doing Business</i> (classement 2020, Banque mondiale)	157 ^{ème} /190
Taux de chômage (mai 2019, ONS)	11,4%
Taux d'inflation (rythme annuel, septembre 2020, ONS)	2,0%
Taux de change moyen EUR/DZD (octobre 2020)	151,2
Prix du baril de pétrole brut (<i>Sahara Blend</i> – septembre 2020, OPEP)	40,98 USD
Réserves de change (31 décembre 2019, Banque d'Algérie)	62 Mds USD

INDICATEURS MACROECONOMIQUES ANNUELS

		2016	2017	2018	2019	2020 (prev.)
PIB, croissance et inflation	PIB (Mds USD, prix courants)	160	167	174	169	147
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	3,2	1,3	1,4	0,8	-5,5
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix constants)	2,2	2,1	3,3	2,5	-2,3
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	6,4	5,6	4,3	2,0	3,5
	Taux d'investissement (% du PIB)	54	51	49	43	38
	Taux d'épargne (% du PIB)	37	38	40	33	27
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-13,0	-8,6	-6,9	-9,3	-20,0
	Solde budgétaire hors hydrocarbures (% du PIB hors hydrocarbures)	-28,0	-25,3	-27,3	-27,7	-28,3
	Dette publique (% du PIB)	20,4	27,1	38,2	46,3	57,2
	Dette extérieure brute (% du PIB)	2,4	2,4	1,8	1,7	3,0
	Fonds de régulation des recettes (Mds DZD)	2 074	784	0	0	0
Comptes externes	Importations de biens et services (Mds USD)	60,2	60,1	60,1	54,2	41,7
	Exportations de biens et services (Mds USD)	32,5	37,7	44,4	38,3	26,1
	Balance commerciale (biens et services, Mds USD)	-27,7	-22,4	-15,7	-15,9	-15,6
	Balance courante (Mds USD)	-20,4	-22,1	-16,7	-17,1	-15,9
	Flux nets d'IDE (Mds USD)	1,6	1,2	1,5	1,6	1,7
	Balance des paiements (Mds USD)	-26,3	-16,9	-17,5	-17,1	-25,4
	Réserves de change (Mds USD)	113	96	79	62	45
Monnaie	Avoirs extérieurs nets (Mds DZD)	12 443	11 058	9 438	7 413	5 691
	Avoirs intérieurs nets (Mds DZD)	1 374	3 900	7 226	10 078	12 512
	Crédits à l'économie (% du PIB)	46%	47%	47%	48%	48%
	Ratio de liquidité (monnaie et quasi-monnaie M2/PIB)	79%	79%	78%	77%	75%

Sources : FMI, CNUCED, Banque d'Algérie

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Algérie (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service économique régional d'Algérie

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche – 16035 Hydra – Alger

Rédigé par : Alix Vigato

Revu par : Mathieu Bruchon